



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Reçu au SAS
Service juridique
le 12 SEP. 2019

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

DSSC
Service de l'action sociale
Avenue de la Gare 23
1950 Sion.

Dossier traité par :
Fabrice Germanier
079 332 41 17
fabrice.germanier@vetroz.ch

Vétroz, le 11 septembre 2019

Avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale (LIAS)

Madame la Conseillère d'Etat,

Par courrier du 24 juin 2019, vous avez invité toute personne ou institution intéressée à se prononcer sur l'avant-projet de révision de la LIAS. A ce titre, nous vous remettons ci-dessous notre prise de position en reprenant le canevas du formulaire de consultation.

1. Le chapitre sur les dispositions générales a été complété par l'introduction d'articles sur les principes (art. 3), définitions (art. 4) et prestations (art. 5) ainsi que l'ajout d'un article permettant l'élaboration d'un rapport sur la situation sociale une fois par législature (art. 6). Êtes-vous favorable à ces modifications ?

☐ Oui ☒ **Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 3 al. 1 Etant donné que la LIAS reprend les éléments de la CSIAS, nous proposons de reprendre l'entier des éléments présents dans cette dernière et d'utiliser la même formulation.

Art. 4 al. 3 Lors du suivi des dossiers d'aide sociale, il se peut que tous les membres du ménage ne soient pas aidés financièrement mais puissent bénéficier d'aides individuelles. Afin de clarifier l'alinéa, nous proposons donc de le modifier comme suit : « L'unité d'assistance est l'ensemble des personnes aidées *financièrement* dans un dossier d'aide sociale. ».

Art. 4 al. 4 Le présent alinéa précise la notion de concubinage stable. Nous souhaitons toutefois qu'il soit rajouté, à la suite d'un enfant en commun, la notion d'enfant à naître. Cela précisera donc que même si l'enfant n'est pas encore né, un enfant commun à naître est également considéré comme concubinage stable.

Art. 5 al. 2 Nous souhaitons que la notion d'action sociale soit clarifiée.



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

2. Le chapitre sur l'organisation de l'aide sociale a été revu et des articles concernant les centres médico-sociaux (art. 8), l'organisation faîtière des CMS (art. 9) ainsi que le Service de l'action sociale (art. 12) ont été introduits. Êtes-vous favorable à la nouvelle organisation de l'aide sociale ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non **A voir les modifications proposées ci-dessous**

Art. 7

Dans cet article, il existe deux notions qui peuvent relier les autorités communales aux centres médico-sociaux : la mise en place de convention lors du rattachement à un CMS ainsi que la possible délégation des tâches décrites à l'alinéa 1. Nous pensons que ces deux notions doivent figurer dans des conventions autorités/CMS. Par conséquent, nous proposons qu'un alinéa spécifique soit rajouté concernant les modalités de rattachement au CMS ainsi que les tâches déléguées.

al. 1 Nous proposons un changement d'attribution de la tâche entre l'art. 7 et l'art. 8 concernant l'annonce aux personnes des résultats d'enquête. Dans un cas de fraude ou d'abus d'aide sociale, c'est l'autorité de décision qui est lésée et qui peut se porter partie plaignante. Par conséquent, nous proposons de déplacer le point j de l'al. 1 art. 8 à l'art. 7 en le formulant de la sorte : « *informent, en collaboration avec les centres médico-sociaux, la personne du résultat de l'enquête en cas de mise en évidence d'une ou plusieurs infractions* ».

Art. 8

al. 1 let. j Proposition de modification comme suit : « *soutiennent les autorités lors de l'information du résultat d'enquête à la personne* ».

al. let. k Nous proposons de rajouter que les centres médico-sociaux prêtent également leur concours en matière de connaissance du terrain et de la mise en application des directives.

al. 1 Les centres médico-sociaux travaillant avec les autorités communales qui sont également les autorités de décision, nous proposons de rajouter une lettre n précisant que les centres médico-sociaux collaborent étroitement avec les autorités de décision.

Art. 9

Biffer. Pour la Municipalité de Vétroz, il n'y a aucune nécessité à intégrer au présent projet le Groupement valaisan des centres médico-sociaux. Les statuts dudit Groupement définissent déjà très clairement les buts de l'association.

Art. 12

al. 1 let. j Décide des mesures d'insertion

La formulation de ce point prête à confusion. Les mesures sont actuellement mises en place par les assistants sociaux, qui prennent en compte la situation globale de la personne (état



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

de santé, charge familiale, formation, capacité de travail, etc.) afin de pouvoir définir un projet d'insertion individuel pour chaque bénéficiaire. Dans la collaboration qui est mise en place avec les communes, les centres médico-sociaux devraient pouvoir faire régulièrement dans l'année un point de situation avec l'autorité de décision quant à l'avancement des dossiers et les mesures mises en place pour accompagner le bénéficiaire à sortir de l'aide sociale. En revanche, nous pensons, comme le prévoit la présente loi, que la détermination d'une mesure devrait effectivement être effectuée par le service de l'action sociale.

Cela permettrait une plus grande équité d'accès à ces mesures pour tous les bénéficiaires valaisans. De plus, la détermination d'une mesure par le service de l'action sociale permet également d'avoir le retour de professionnels qui maîtrisent le domaine de la réinsertion, notamment de l'accès et du droit au mesure, ce qui n'est pas toujours le cas de certaines autorités. En effet, les conseillers en charge des affaires sociales sont réélus à chaque élections et il n'est pas rare que les centres médico-sociaux doivent former les nouveaux conseillers sur les particularités relevant du domaine de l'aide sociale.

Nous proposons donc que l'aspect de mise en place des mesures soit être scindé en deux parties :

* La décision d'activer une mesure doit être une tâche attribuée aux centres médico-sociaux. Cela en tenant compte du fait que la pertinence de la mise en place d'une mesure doit rester de la compétence de l'assistant social ou du service social qui connaît la situation de son bénéficiaire (cf. art. 8 al. 1 let.f).

* La détermination quant à la proposition de mesures faites par les centres médico-sociaux doit être effectuée par le SAS. Il y aura lieu en revanche de préciser dans la ReLias les modalités d'exécution afin que les délais d'attente de validation soient courts puisque les mesures débutent bien souvent avant l'acceptation de l'autorité, ou le cas échéant du service de l'action sociale.

Par conséquent, nous proposons de modifier l'al.1 let j de la manière suivante : « se détermine sur les propositions de mesures faites par les centres médico-sociaux ».

CES PROPOSITIONS SONT EGALEMENT RATTACHEES A L'ARTICLE 26 al. 6.

3. Un nouveau chapitre a été introduit afin de préciser la **compétence à raison du lieu**.

Êtes-vous favorable à l'ajout de ces dispositions ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

4. Le chapitre 4 regroupe les différents **instruments du dispositif d'aide sociale**, à savoir notamment le contrat d'insertion (art. 18), la collaboration (art. 19), le médecin conseil et médecin-dentiste conseil (art. 20), les inspecteurs spécialisés (art. 21) et le système de gestion électronique des données (art. 22). Êtes-vous favorable à la mention et à l'introduction de ces instruments ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

Art. 18 al. 2 Une confusion peut arriver à la lecture de cet alinéa qui laisse penser qu'une cumulation des 3 engagements est demandée. Nous proposons que cela soit modifié comme suit : « *Par ce contrat, la personne s'engage **soit** :* ».

Art. 20 La nouvelle notion de médecin conseil qui est introduite nous paraît intéressante et pertinente. Nous demandons cependant que des clarifications sur la procédure soient intégrées à la future ReLias.

Art. 22 al.2 Le programme informatique qui sera mis à disposition sera également un outil pour les CMS. Par conséquent, la base de données aura pour but d'aider les autorités cantonales, communales ainsi que les centres médico-sociaux. Nous demandons que cette notion soit rajoutée.

5. Êtes-vous favorable à l'ajout des deux nouveaux chapitres concernant la **prévention sociale** et l'**aide personnelle** (non financière) ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 25

Dans son rapport du 25.02.2015 sur l'Aménagement de l'aide sociale, le Conseil fédéral relève que les aides personnelles devraient primer l'octroi de prestations financières. Il précise également que tout un chacun peut bénéficier de cette aide. Par conséquent, en al. 1, nous proposons de préciser le public cible de ces aides, à savoir les personnes ne bénéficiant pas de prestations d'aide sociale et les bénéficiaires de l'aide sociale. Cela permet de clarifier le fait que les aides personnelles peuvent également être attribuées à des personnes sans aide financière.

Nous pensons qu'il serait également opportun de rajouter un alinéa qui précéderait le 3 actuel concernant la mise en place de ces aides par les centres médico-sociaux, afin de pouvoir garantir une équité de traitement sur l'ensemble du territoire cantonal, tel que le prévoit le mandat de prestation. Il pourrait se formuler ainsi : « 3 L'accès aux aides personnelles par le biais des centres médico-sociaux permet de garantir une équité de traitement sur l'ensemble du territoire cantonal ».

6. Êtes-vous favorable au renforcement des **mesures d'insertion socio-professionnelle** et au transfert de compétence décisionnelle à l'Etat dans ce domaine ?

☐ Oui ☒ **Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 26 al. 6 Selon les précisions énoncées pour l'art. 12, nous demandons que ce point soit divisé comme suit :

* La décision d'activer une mesure, en tenant compte de la situation générale de la personne, est de la compétence des centres médico-sociaux.

* La détermination quant à la proposition de mesures faites par les centres médico-sociaux est de la compétence du service.



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

7. Êtes-vous favorable à la nouvelle mouture du chapitre concernant l'**aide matérielle**, en particulier les mentions d'aide ordinaire, aide réduite et aide d'urgence et à leur contenu ?

☐ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non **Voir remarques ci-dessous**

Art. 30 al. 1 L'aide matérielle est également subsidiaire aux obligations d'entretien et au dettes alimentaires. Cet aspect doit donc être rajouté en point c) de l'alinéa 1.

Art. 31 L'aspect d'établissement des calculs des dettes alimentaires où des obligations d'entretien n'est pas spécifié. Nous proposons donc de rajouter un alinéa 2, qui précéderait l'actuel, qui pourrait se formuler ainsi : « 2 Les centres médico-sociaux établissent les calculs concernant les obligations d'entretien ainsi que les dettes alimentaires. Ils les soumettent ensuite à l'autorité compétente pour décision. ».

Art. 33 al. 1 let. e la notion d'emploi convenable est déjà utilisée dans d'autres lois telles que la LACI. Des précisions doivent donc être apportées sur ce qui est entendu par « convenable ».

Art. 34

Il est stipulé dans l'art. 8 let. c que les centres médico-sociaux instruisent les dossiers d'aide sociale. Par conséquent, il paraît légitime de rajouter aux points a-b-c, en plus des autorités communales, les centres médico-sociaux.

Al. 1 let a) rajouter la notion professionnelle.

Nous souhaitons également qu'une lettre soit rajoutée concernant les informations sur l'état de santé. Etant donné que cela peut être un sujet délicat, nous proposons de le formuler comme suit : « transmettre aux centres médico-sociaux les informations liées à l'état de santé pouvant avoir une influence sur la capacité de travail ».

8. Êtes-vous favorable à la réduction, voire la suppression, de l'aide en cas de **dessaisissement de fortune** (art. 32) ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

9. Êtes-vous favorable au maintien du **remboursement de l'aide sociale** à l'exception du retour à meilleure fortune suite à la reprise d'une activité lucrative afin de notamment favoriser la réinsertion des bénéficiaires et les encourager à retrouver leur autonomie financière ?

☒ Oui ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 55

Al. 1 let. b Qu'est ce qui est entendu par fortune importante ? Cette notion mérite une précision. Peut-être dans le ReLias !



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

Al. 1 let. f Cela paraît très flou. Qu'est-il entendu par si favorable ? Ce point mérite également des précisions.

Al. 2 A rajouter les articles de loi - questionnaire sur la responsabilité solidaire

10. L'avant-projet prévoit un **délai de prescription** de 10 ans pour le remboursement des prestations d'aide sociale, conformément aux délais du code des obligations (art. 56). Êtes-vous favorable à ce nouveau délai de prescription ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

11. Êtes-vous favorable aux nouvelles dispositions sur la **protection des données et l'échange d'informations** ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

12. Êtes-vous favorable aux articles concernant les **enquêtes sur l'obtention illicite des prestations d'aide sociale** ?

☐ Oui ☒ **Plutôt oui** ☐ Plutôt non ☐ Non

Art. 67 Actuellement, les signalements pour suspicion de fraude au SAS sont effectués par les services sociaux. Nous souhaitons donc que soit rajouté à l'alinéa 1 « *l'autorité d'aide sociale ou les centres médico-sociaux* ».

Art. 67 al. 2 L'information aux bénéficiaires est une tâche effectuée par les services sociaux. A modifier comme suit : « *Les centres médico-sociaux, par la signature des bénéficiaires des Droits et Devoirs, les informent, à l'ouverture du dossier, etc.* ».

Art. 71 al. 3 Tel que précisé dans les modifications des articles 7 et 8, nous souhaitons que ce soit l'autorité d'aide sociale qui informe le bénéficiaire et qui, en collaboration avec les centres médico-sociaux, appliquent les mesures adéquates.

13. Êtes-vous favorable à l'introduction de **dispositions pénales** cantonales réprimant certaines infractions non couvertes par le droit fédéral ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

14. La législation actuelle ne correspondant plus aux besoins, les articles relatifs au financement des organisations à caractère social ont été complètement repensés sur la base de la pratique en vigueur. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles liés **aux organisations à caractère social** ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non



MUNICIPALITÉ
DE VÉTROZ

Route de l'Abbaye 31 | 1963 Vétroz | Tél. 027 345 37 70 | Fax 027 345 37 71 | www.vetroz.ch

15. Êtes-vous favorable aux modifications apportées aux articles concernant la **répartition des frais** entre l'Etat et les communes ?

☒ **Oui** ☐ Plutôt oui ☐ Plutôt non ☐ Non

16. Autres observations, remarques ou propositions : néant.

En vous remerciant de toute l'attention que vous porterez à la présente détermination, nous vous présentons, Madame la Conseillère d'Etat, nos salutations les plus distinguées.

Municipalité de Vétroz

Le Président
Olivier Cottagnoud

Le Secrétaire
Bertrand Fontannaz